

## DÉBAT

### **Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum**

Je crois qu'il y a déjà des questions dans la salle. Madame la Première ministre.

### **Aminata Touré, ancien Premier ministre du Sénégal**

Prenez cette impatience comme une volonté de contribuer avec une vision différente. S'il y a une chose que l'Afrique ne fait pas, c'est d'avoir une bonne PR, politique de relations publiques et de communication. Monsieur Severino l'a dit tout à l'heure, et je rappelle qu'il n'y a aucun endroit au monde qui a subi autant d'agressions dans l'histoire et de manière continue. Avec une indépendance relativement récente, en 1960, pour la plupart de nos États. Entre temps, l'espérance de vie a augmenté de 20 ans dans un laps de temps très court. La mortalité infantile a quasiment été éradiquée. Cette année, au Sénégal, il y a eu plus de filles inscrites à l'entrée en 6<sup>e</sup> que de garçons. Les filles sont arrivées premières au Bac, à la faculté de médecine. Il y a donc des progrès.

Si j'étais un jeune de 25 ans qui vous écoutait, je prendrais la mer. Il y a des zones de progrès. Personne ne parle du Nigeria, 220 millions d'habitants, la première économie africaine devant l'Algérie, devant l'Égypte et l'Afrique du Sud. Ce n'est pas un hasard. L'Afrique, c'est 1,3 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3,4 billions de dollars. Donc, pour les hommes d'affaires, voilà un endroit où il faut aller faire du business.

Je considère qu'il faut également voir l'autre aspect de l'Afrique et je suis tout à fait d'accord avec Lionel lorsqu'il parle des perspectives, avec toutes les difficultés, qui sont d'ailleurs dues au système de gouvernance qui est extrêmement virile. Alors que 70 % de l'agriculture nourricière est produite par les femmes. Il y a également de l'innovation dans d'autres secteurs, par exemple le secteur cinématographique avec Nollywood. Il y a des espaces de création et d'espoir et c'est ce qu'il faut vendre aujourd'hui. Cette Afrique différente, mieux éduquée que ses aînés, qui a des espaces d'opportunités importants. Aujourd'hui, c'est zéro industrialisation, mais le contexte évolue comme l'a dit Lionel. Il y a désormais une classe moyenne de 200 millions de consommateurs. Demandez aux personnes qui travaillent dans le secteur de la téléphonie et qui mènent une dure compétition entre eux.

Dans ce type de discussions, il y a effectivement les problèmes que nous connaissons tous et que nous avons tous recensés, ceci dit, la relation entre démocratie et développement n'est pas évidente, quand on voit ce qui se passe au Rwanda. Il convient donc de mettre un bémol. Aujourd'hui, l'Afrique a des atouts extraordinaires, il faut rebattre les cartes. C'est ce que nous avons évoqué lors du panel sur les mines. Nous ne pouvons plus continuer à faire ce que nous faisons. Vous produisez sur place, les industries d'extraction ne payent pas de taxes. Je veux bien que l'Europe dise : « Nous, on s'occupe des Européens », mais dans ce cas, il faut

payer des taxes là où vous faites de la richesse. Le débat doit avoir lieu autour de questions centrales de ce type qu'il va falloir trancher.

Nous connaissons toutes les contraintes, notamment la mauvaise gouvernance et la corruption. C'est l'une des raisons des coups d'État, c'est très clair. Mais il faut être deux pour danser le tango. Il y a des corrupteurs, d'où viennent-ils ? Souvent des pays du nord. Ce sont des questions qu'il va falloir traiter.

Concernant les jeunes, je ne les vois pas comme une bombe, Général. Je les vois comme une main-d'œuvre dont il faudra s'occuper, avec les contraintes posées. Quel va être ce temps de latence de 4-5 ans, qu'il faudra certainement mettre à profit pour les organiser en coopérative, au niveau communautaire, avec cette dynamique qui existait avant et qui a été détruite par certaines politiques de la banque ; il faut le dire. La coopératisation du monde rural est inévitable. Vous ne pouvez pas prendre les paysans africains un par un et leur demander de louer un tracteur pour labourer un hectare, ce n'est pas possible si vous ne les mettez pas ensemble. Nous avons des exemples de cela un peu partout. À mon avis, toute une réflexion doit avoir lieu.

Vous avez évoqué les coups d'État, 10 ou 12, mais l'Afrique, c'est 54 pays. N'oublions pas cela et c'est pour ça que je disais que nous avons une très mauvaise politique de relations publiques qui nous présente comme la porte de l'enfer alors qu'il y a des zones d'épanouissements dans tous les domaines ; dans l'art, dans la culture. Parlons du Covid par exemple. Tout le monde nous disait morts, le secrétaire général des Nations unies annonçait qu'il y aurait des millions de morts en Afrique. Nous avons été le continent le moins touché ; ce n'est pas par hasard. Certains ont essayé d'expliquer que c'était dû aux anticorps développés suite à la malaria, ce n'est pas vrai. C'est parce que des mesures ont été prises, le port du masque, on a stoppé l'activité avec les conséquences que nous payons encore aujourd'hui.

Je considère donc qu'il faut regarder l'Afrique de nos deux yeux et mettre un terme à toute cette litanie de terre des malheurs qui n'en est pas forcément une puisque des évidences démontrent le contraire dans de nombreux pays. On parle beaucoup du Rwanda, ils sont sortis d'un génocide et sont l'exemple le plus cité aujourd'hui. Du point de vue de la démocratie, nous pourrions en discuter, mais il y a des avancées dans de nombreux autres pays ; en Afrique de l'Est et ailleurs.

Sans mettre les problèmes sous le tapis, car ils existent, la classe moyenne augmente. Il y a le problème de ce trop grand groupe de pauvres qu'il faut amener à niveau et très rapidement. Les États devront faire des économies dans le gaspillage, certains investissements n'ont pas été des plus pertinents, c'est clair. Nous avons par exemple mis un TER qui a coûté très cher, il aurait peut-être fallu mettre le rail sur l'ensemble du pays.

Voilà ce que je voulais dire, parce qu'à vous écouter, si j'étais un jeune, je n'aurais rien à faire ici et je partirais au plus vite, alors que ce n'est pas la réalité que je vois. Je vois une diaspora de jeunes Sénégalais qui rentre au Sénégal. Une diaspora de jeunes Nigériens qui sont rentrés au Nigeria et c'est ce qui a rendu l'économie nigérienne dynamique. Évidemment, ils ont des problèmes de corruption, des problèmes de sécurité dans le Nord, mais de manière générale, c'est une économie extrêmement dynamique. Ce qu'il faut voir avec nos

partenaires, c'est comment élargir ces espaces d'opportunités en reconnaissant les difficultés inhérentes à un long passé que personne dans le monde n'a eu à souffrir. Thierry, c'est très bien qu'il y ait un panel en plénière, mais la prochaine fois, il faudrait une représentation de 80 % des Africains, c'est-à-dire les femmes et les jeunes. Ce sont eux qui font bouger le continent.

### **Amir Ben Yahmed**

Lionel, je crois que vous n'aurez pas besoin de donner des conseils à Madame la Première ministre pour sa campagne.

### **Sékou Condé, directeur exécutif de l'ONG Frontières d'Afrique**

Bonjour. Je suis de Guinée, directeur exécutif de l'ONG Frontières d'Afrique, basée à Ouagadougou au Burkina Faso. Je voudrais rapidement faire une observation positive, rendre hommage, féliciter et saluer Monsieur Thierry de Montbrial pour la création de cet espace d'échange pacifique. Ça démontre que c'est possible. Dans un environnement mondial tendu, violent, c'est possible que des hommes et des femmes, des leaders d'opinion se retrouvent pacifiquement.

Sur la thématique, où va l'Afrique ? C'est révélateur d'un questionnement. C'est-à-dire que pour la première fois, l'Occident ne sait pas où va l'Afrique. Donc, on ne nous apprendra pas à être intelligents, on ne sait pas, on pose la question. C'est déjà bon, on est à zéro et on reprend ensemble.

En faisant le diagnostic, nous sommes sur le théâtre des conflits depuis 2012, nous sommes dans tous les conflits dans les zones frontalières. Le problème africain aujourd'hui est un problème de stabilité, c'est un problème de garantie de stabilité. Les ruptures constitutionnelles. Quand on dit que les causes des coups d'État sont économiques ou de mauvaise gouvernance, je suis d'accord. Mais quand les coups d'État ont-ils commencé ? En 1963 avec Sylvanus Olympio ou en 1960 avec Patrice Lumumba, que s'est-il passé ? À mon avis, le problème fondamental, c'est la culture de l'armée. Les représentants de l'Afrique ici illustrent parfaitement le niveau d'intelligence et de maturité des Africains. Ce panel est très représentatif de l'Afrique. Toutefois, pendant la lutte pour l'indépendance, dans les livres d'histoire, il y avait le groupe de Casablanca et le groupe de Monrovia et un autre groupe que l'on appelle le groupe de Madagascar. On a posé le problème de la culture de l'armée, le rôle de l'armée. Avec 210 coups d'État et les ruptures constitutionnelles, vous n'avez aucune garantie de développement économique. Il faut reprendre la question des pouvoirs et des régions.

Ma question est la suivante : que fait-on de l'armée, du rôle politique des armées en Afrique et de la rupture répétitive issue des 210 coups d'État depuis 1953 à nos jours ?

### **Amir Ben Yahmed**

Francis, je sais à qui s'adresse cette question.

### **Sékou Condé**

Deuxièmement, lorsque vous calculez le temps mis par les militaires au pouvoir et le temps mis par les civils au pouvoir, c'est presque la même chose. Et malheureusement, le résultat est presque le même, bien qu'il y ait des différences selon les pays.

Ma deuxième question porte sur le changement de régime qui nécessite l'implication de l'armée pour nous éviter ces ruptures répétitives. L'Afrique en productivité et en efficacité n'a pas de problème, l'Afrique a un problème de stabilité. Doit-on changer le régime ? Avec 90 % de régimes présidentiels forts, ça ne marche pas. Au lieu de parler de la communauté internationale, il faut parler de la communauté africaine. Est-il possible d'examiner un régime qui prévoit le rôle de l'armée intégré dans le système de gouvernance ?

### **Amir Ben Yahmed**

Merci pour la question. Francis va répondre et je voudrais ensuite laisser la parole à Jean-Michel Severino et Maître Dossou pour ne pas laisser l'impression à Madame la Première ministre que nous avons été négatifs, ce qui ne m'a pas semblé être le cas.

### **Général Francis A. Béhanzin, président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)**

Je ne ferai jamais l'apologie des coups d'État. Je suis un défenseur des droits de l'Homme même en étant officier général. Qu'est-ce qui amène les militaires à intervenir dans la vie publique ? Il est indiqué partout que ce sont les acteurs politiques et la société civile qui animent la vie sociale et politique d'un pays. Le plus souvent, ce sont les civils qui amènent les militaires à intervenir, sinon le rôle de l'armée est désormais défini dans presque toutes les constitutions des pays africains. Quand les civils n'arrivent pas à s'entendre, il faut quand même que l'État continue de marcher. Le seul rempart qui existe face à l'intransigeance notoire des acteurs politiques reste l'Armée. Il convient de ne pas l'oublier

Je vous donne un exemple très simple vécu au Mali. Le président IBK, paix à son âme, a été élu démocratiquement. Il y a eu des difficultés au niveau du parlement, avec l'élection des députés. Il était question de régler ce litige par la Cour constitutionnelle. La CEDEAO s'est déployée sur le terrain et a mis des experts qui ont proposé de reconstituer la Cour constitutionnelle pour lui déférer ce dossier. Des politiciens ont cependant dit que s'ils devaient aller à la table des négociations, ce serait pour discuter des conditions de la démission du président IBK. 48 heures après, les militaires sont venus prendre le pouvoir. Est-ce que ce sont les militaires qui ont décidé de venir ou est-ce que ce sont les civils qui les y ont conduits ? C'est très clair. Dans nos pays, nous avons vu des turbulences indiquant que l'armée devait prendre le pouvoir.

Je vais évoquer le cas du Sénégal, l'armée n'a pas pris le pouvoir. Au Bénin, nous avons eu beaucoup de difficultés, une multitude de coups d'État. Un régime militaro-fasciste durant 17 ans – je prends à témoin l'organisateur majeur de cette conférence nationale – mais nous sommes passés en douceur du régime dictatorial à un régime démocratique et sans effusion de sang. Et depuis 1991, après la conférence nationale, les militaires béninois n'interviennent

plus dans la vie sociopolitique. Mais quand la sécurité humaine n'est pas garantie, quel que soit le statut donné aux militaires, ils voudront toujours venir prendre le pouvoir.

Je donne l'exemple du G5 Sahel. Au fronton du G5 Sahel, c'est la sécurité et le développement. Pourquoi ça n'a pas marché à ce niveau ? Dans le même Sahel, il y a plus de 20 stratégies au niveau de la communauté internationale, sans aucune coordination. Si nous sommes des êtres vivants, il faudrait que nous puissions voir la réalité en face. Ce panel ne pourra certainement pas régler tous les problèmes, nous devons toutefois absolument, au niveau de la communauté internationale, penser à la sécurité humaine en Afrique. J'ai dit que nous avons des problèmes de *leadership*, j'ai dit que nous avons des problèmes de gouvernance, j'ai dit que nous avons des problèmes de choix stratégique.

Le Bénin était l'un des premiers producteurs du palmier à huile. Pourquoi ne produit-on plus du tout de palmier à huile aujourd'hui ? C'est l'élite. Merci.

### **Amir Ben Yahmed**

Merci, Général. Le mot de la fin, Jean-Michel et Robert.

### **Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires**

Nous ne pouvons pas finir un tel débat donc je crois qu'il se continuera ce soir après cette session avec les personnes intéressées. On nous incite maintenant à partir sur une note positive. Je crois personnellement, en m'inscrivant dans ce qui a été dit par Lionel précédemment, que même si nous avons beaucoup de tribulations conjoncturelles, qui vont notamment peser, il y a un facteur très puissant d'accélérateur de la croissance économique qui va se faire sentir sur une très longue durée, à savoir le dividende démographique.

Aujourd'hui, le seul pays du continent africain qui ne voit pas encore commencer une déformation positive du ratio actifs sur inactifs, c'est le Niger. Il ne le verra sans doute apparaître qu'après 2030. Partout sur le continent, la proportion de la population active dans la population totale augmente, ce qui est un détonateur de croissance. Le détonateur de croissance va agir sur une très longue durée compte tenu des structures démographiques du continent africain et du rythme de la transition.

En soi, ça ne suffit pas, bien entendu, il faut encore qu'il y ait des politiques économiques qui exploitent cet avantage comparatif extraordinaire, que le continent africain va être le seul dans la planète à connaître dans les 70 ans à venir, le seul. Cela va lui permettre de constituer d'ici à la fin du siècle à peu près la moitié de la force de travail mondiale. En effet, nous avons aujourd'hui un continent africain dont il est sûr qu'il va passer à 2 milliards d'habitants en 2050 et dont le seul débat est de savoir s'il sera à 3,5 ou 4 milliards en fin de siècle. La croissance ne sera d'ailleurs pas terminée à ce moment-là.

Parmi le grand nombre de choses qu'il faut faire pour bien exploiter ce dividende démographique, il en est une essentielle, selon moi, ça tient au fait que beaucoup de choses se sont bien passées en termes de politiques publiques sur le continent, comme la Première ministre, Madame Touré, le disait, mais certaines ont été plus faibles. C'est en particulier ce qui a été plus faible dans le continent africain en moyenne, bien qu'il y ait des variations, c'est la libération des énergies au profit de l'entrepreneuriat. Ce continent africain doit construire

son secteur productif, mais le faible nombre d'entreprises existantes implique nécessairement l'appui et la naissance de nouvelles entreprises ; c'est la simple logique. Or, la plupart des politiques d'appui au développement du secteur en Afrique sont plutôt centrées sur de très grandes entreprises ou sont concentrées sur des grandes infras. Nous connaissons du coup aujourd'hui une situation où, dans la plupart des pays, l'entrepreneuriat trouve de grandes difficultés à passer du stade de la petite miette à un stade plus structuré parce qu'il rencontre une vallée de la mort très profonde, très difficile à franchir, avec des plafonds de verre en termes d'accès aux financements, d'accès aux capacités ; sujet aussi important que l'accès aux financements. C'est le sujet auquel toutes les entreprises auxquelles je me consacre se heurtent.

Pourtant, ce mur peut être franchi. Sans prendre trop de temps, je suis frappé par l'extraordinaire appétit d'entreprendre dans le continent africain. Cela ne tient pas au fait que les Africains sont différents des autres sur la planète, mais tient au fait qu'ils sont dans une situation particulière historique et économique qui fait qu'entreprendre est une voie normale pour sortir de la pauvreté, construire sa trajectoire personnelle. Sans offenser personne, beaucoup d'Africains ont envie de devenir riches sans devenir directeur général des douanes. Si nous voulons changer en profondeur le continent africain, il faut aider ces Africains à devenir prospères, à devenir employeurs, sans être obligés de passer par des voies corruptives ou autres ; ce qui est hélas une aspiration assez humaine dans ces contextes.

Je ne peux pas citer les 300 entreprises que nous accompagnons aujourd'hui, mais il y a parmi elles des trajectoires absolument extravagantes. Nous avons accompagné la naissance d'une entreprise qui s'appelle la laiterie du berger, Dolima, pour les consommateurs de produits laitiers frais au Sénégal. Il s'agit d'une entreprise partie du néant, qui a aujourd'hui plusieurs dizaines de millions d'euros de chiffre d'affaires, qui a un partenariat avec Danone, des centaines de salariés, qui est en train de construire une filière de produits laitiers complètement autonome au Sénégal. On accompagne des entreprises à Madagascar qui sont passées de zéro à un millier de salariés dans le domaine du textile en l'espace de 7-8 ans, ont traversé le Covid, vendent aux plus grandes marques mondiales des produits de luxe. Au Sahel, on accompagne des entreprises, dont une qui me vient à l'esprit, AgroServ, qui a transformé sa posture d'une activité de négociant à une activité de producteur de maïs et qui est en train de complètement transformer le marché de l'alimentation humaine au Burkina, y compris dans des circonstances très difficiles.

Il y a donc beaucoup de très belles réussites et ces chemins de réussite sont non seulement possibles, mais on les voit se réaliser sous nos yeux à partir du moment où l'on permet à ces entrepreneurs d'évoluer dans un écosystème normal. C'est-à-dire dans lequel ils peuvent recruter, acquérir des technologies et avoir accès à des capitaux. Ce qui est très essentiel, pour moi, si l'on veut profiter du dividende démographique qui s'ouvre, c'est que nous n'ayons pas seulement les 300 entreprises d'I&P, mais 3 millions d'entreprises. C'est le passage du stade d'investisseur dédié à la construction d'écosystèmes favorables, qui est le travail des politiques publiques, qui doit être fait avec plus de vigueur que ça n'a été le cas précédemment. Ce serait une étape logique dans une succession d'évolutions des politiques publiques qui a fait qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle le secteur des infrastructures a bénéficié d'une très grosse priorité. Lionel l'a d'ailleurs rappelé, cela a été fait au détriment de tous les autres secteurs. Puis, à partir des années 2010, nous avons vu une accélération très importante des



politiques sociales ; en éducation, en santé. Aujourd'hui, nous devons et nous pouvons franchir une nouvelle étape.

**Amir Ben Yahmed**

Merci, Jean-Michel. Robert, en 1 minute 30.

**Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin**

J'ai dit et je proclame que l'Afrique progresse. La preuve, ces dernières années, si je prends le cas du Bénin, on constate l'éclosion de petites et moyennes entreprises agro-industrielles et les produits sont sur le marché.

Tout le monde fait la cour à l'Afrique. La France avait créé des réunions France-Afrique, le Japon, les Chinois, les Soviétiques et lorsque la Fédération de Russie s'est fâchée contre la France, elle a juré de s'en prendre à la France en Afrique. En janvier prochain, c'est l'Italie qui accueillera une rencontre avec l'Afrique. Cela signifie que nous progressons. Cependant, nous ne sommes consolidés sur aucun plan parce que nous n'avons pas de culture démocratique ni de mentalité institutionnelle.

Pour que l'entrepreneur puisse s'épanouir, être sûr de son investissement, il lui faut un cadre que l'État doit créer. Et quand l'État ne le crée pas, il faut le dire et je m'arrête là.

Donc, nous progressons et nous progresserons. Merci.

**Amir Ben Yahmed**

Merci à tous pour ce débat.